

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Après le Bureau national du PS du mardi 28 janvier 2014

Pas touche aux seuils sociaux

!

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 29 janvier 2014

Démocratie & Socialisme

Trois points rapidement.

1°) Le premier sur l'emploi et le chômage.

En fait, nous avons maintenant presque atteint 5,95 millions de chômeurs, toutes catégories confondues. Presque 6 millions. C'est un triste record. Cela exigerait un comité de salut public et des mesures exceptionnelles, comme réquisitionner immédiatement 50 % des 210 milliards de dividendes que patronat et actionariat, fauteurs de ce chômage de masse, se sont attribué l'an passé. Finalement, en 35 ans, dont 20 ans de pouvoir de gauche, le seul moment où on aura fait reculer le chômage se situe lorsque nous avons réduit le temps de travail, sous Lionel Jospin avec les 35 h. Ce fut le seul moment où nous avons fait 400 000 emplois de plus (chiffre reconnu par Fillon lui-même). Oh ! je connais l'argument : « à l'époque, il y avait de la croissance ». Certes, mais il y en avait partout ; or nous avons en France fait reculer le chômage plus qu'ailleurs à cette époque grâce aux 35 h. Sans les 35 h, nous aurions 400 000 chômeurs de plus aujourd'hui. Sans faire reculer la durée du travail, nous ne ferons pas reculer le chômage qui touche 6 millions de salariés.

2°) Second point : sur le séminaire prévu au BN le 10 février.

J'ai entendu annoncer la présence du Premier ministre, de syndicalistes, d'économistes, mais entre 15 et 19 heures, ce sera court. Il ne faut pas que ce séminaire soit ritualisé, institutionnalisé comme un colloque formel, mais qu'il permette un véritable échange. Or nous sommes nombreux ici à être opposés aussi bien à « la politique de l'offre » qu'à « la baisse du coût du travail ». Finalement, ces deux idées sont extérieures au parti ; nous les avons combattues tous ensemble, nous avons tous voté contre dans nos congrès. Ce n'est quand même pas comme ça, d'en haut, de la Ve République, qu'elles doivent nous être imposées : pourquoi avalerions-nous le contraire de ce que nous pensons, de ce qui fait nos valeurs, de toute notre histoire récente ? Il faut trouver le temps d'en débattre ; d'ailleurs, il serait souhaitable qu'on aille au fond, et qu'il y ait deux rapports, et pas un seul, le 10 février.

3°) Je félicite Harlem d'avoir dénoncé vigoureusement dans un communiqué, l'UMP qui a voté ce week-end sa volonté de « supprimer le code du travail »

Il faut imaginer ce que ça veut dire ! Et voir une émission publiportage comme celle de France 3 hier soir, contre l'état de droit au sein des entreprises : ils proposent le retour au servage... L'UMP propose de fusionner CDI et CDD, donc de licencier sans motif, de supprimer les 35 h, d'imposer l'apprentissage dès 14 ans, de faire la retraite à 65 et 70 ans, de modifier les seuils sociaux... Ils proposent de passer du seuil de 50 salariés pour avoir un CE à 100 et pour les DP de passer le seuil de 10 à 50...

Il faut savoir que 97 % des entreprises ont moins de 50 salariés, 3 % de plus de 50 ont donc droit à des CE (elles font travailler 1 salarié sur 2, soit 8 millions) mais sur ces 3 % d'entreprises, seulement 20 à 25 % d'entre elles ont un réel CE. De même sur les 18 % d'entreprises de plus de 10 salariés qui ont droit à des DP, environ 20 % d'entre elles en ont vraiment. C'est dire si les problèmes de seuils n'existent pas. On devrait plutôt veiller à ce qu'ils soient respectés, et qu'il y ait des Institutions Représentatives du Personnel dans 80 % des entreprises qui devraient avoir des IRP et qui n'en ont pas. C'est pourquoi j'ai été inquiet, sinon effaré, d'entendre Michel Sapin répondre sur

France Inter, à un patron UMP. Celui-ci osait dire que le seuil de 50 était un « *frein à l'embauche* » et que des patrons restaient à 48 ou 49 salariés pour... ne pas avoir de CE. Michel Sapin répond que ça se discute dans le cadre du « pacte de compétitivité ». Quand j'entends ça, je ne sais plus où on va, jusqu'où on est capables d'aller...

L'autre jour, à la télé, j'entends en direct le camarade Pierre Moscovici parlant depuis Davos, expliquer que la France est mieux considérée, mieux vue dans le monde, depuis qu'elle montre qu'elle veut « *baisser le coût du travail* ». À Davos, comment c'est possible d'aller dire ça ? Dans le monde, au contraire, les salariés sont sûrement désespérés que la France de gauche se vante de « *baisser le coût du travail* » ! Le travail n'est pas un coût, mais une richesse ; ce qui coûte cher, c'est ce que coûte le capital, c'est lui qui coûte trop cher et plombe notre « compétitivité »... Tout le monde sait que plus le coût du travail baisse, plus la récession augmente, plus le chômage augmente. Comment aller contre les évidences, comment peut-on s'enfoncer, tous ensemble, dans pareille contradiction avec ce que nous avons toujours défendu tous ensemble, nous qui sommes là. Quelles que soient nos motions différentes, il faut se réveiller, il ne faut pas se laisser faire, le Parti socialiste doit réagir...